

## Bref compte-rendu de la rencontre régionale du Front de Gauche Bretagne à Rennes le 5 septembre 2015

Après le mot d'accueil de Denis Kermen, secrétaire départemental du PCF Ille-et-Vilaine, Sylvie Larue (Ensemble) a fait une introduction politique très appréciée sur l'enjeu de ces régionales, qui est à situer dans le cadre de la construction de la révolte populaire et d'un renouveau des luttes contre la domination des logiques libérales et financières en France et en Europe. Elle a redit, malgré des doutes sur leurs intentions dues aux déclarations dans la presse régionale samedi attribuées à René Louail, notre espoir d'aboutir à un accord avec les Verts qui changerait la donne à gauche pour les Régionales en Bretagne.

Parmi les premiers à prendre la parole ensuite, des militants du NPA qui nous ont expliqué leurs positions politiques dans le contexte, tout en disant à la fin de la journée qu'ils ne partiraient probablement pas avec nous.

Plusieurs camarades ont posé les enjeux de l'élection en terme de contenu en rupture, qui fasse le lien entre l'échelon européen, national, et régional, qui donne du sens à travers une valorisation de la Bretagne que nous voulons construire en opposition avec les logiques libérales et capitalistes qui prévalent actuellement, un contenu qui donne un de l'espoir et l'envie de voter, pour créer une dynamique, « y compris de quatrième tour », dans les luttes et l'implication citoyenne et sociale.

Ce qui nous intéresse dans cette élection, c'est que les pouvoirs grandissants de la région ne servent pas d'appui aux politiques de démantèlement des services publics, d'austérité, mais qu'ils soient au contraire utilisés pour développer la démocratie de participation citoyenne, l'écologie, et la réponse aux besoins sociaux et économiques.

Nous aspirons aussi à faire bouger des choses dans le paysage politique pour donner une perspective et un espoir aux citoyens, dans la perspective de 2017 et d'une construction à plus long terme d'un pôle de gauche populaire et anti-libéral puissant, au-delà de la concurrence déprimante entre la droite, l'extrême-droite, et le PS très libéral et de plus en plus droitier lui aussi, afin de construire des résistances et des révoltes démocratiques comme en Grèce, en Espagne, en Irlande...

Beaucoup de participants ont rappelé la nécessité de partir unis au Front de Gauche, interpellant le Parti de Gauche sur sa démarche parallèle jusqu'à présent de construction d'un Rassemblement Citoyen en Bretagne.

Le Parti de Gauche a fait comprendre qu'il était prêt aujourd'hui à partir dans une construction commune avec le PCF, Ensemble, les collectifs locaux et citoyens du Front de Gauche, en visant comme nous tous l'alliance à la gauche du PS entre le Front de Gauche, EELV, Nouvelle Donne, des socialistes en rupture qui ont quitté le PS pour dénoncer la politique droitiste de Hollande, Macron et Valls (tendance Liem Hoang-Ngoc et Philippe Noguès, le député morbihanais) ... et bien sûr l'implication citoyenne pour changer la donne. Le Parti de Gauche, opposé pour sa part à toute éventualité de rassemblement avec le PS ou d'appel à voter pour lui, a aussi insisté fortement sur la question du mode de décision pour la définition du positionnement de second tour en préalable, proposant un vote en Assemblées Citoyennes selon le principe "un homme, une voix" au soir du premier tour.

Certains comme Noëlle Péoc'h (non encartée, Collectif Front de Gauche centre Finistère) ont rappelé la nécessité de prolonger des batailles locales contre TAFTA, la défense des services publics locaux, d'être clairs et cohérents, notamment pour le second tour, en ne s'associant pas avec le PS quoiqu'il arrive.

De manière générale, le débat sur le second tour a pris une place très importante, certains disant qu'il fallait attendre l'issue du premier tour pour juger démocratiquement dans nos organisations de notre position au regard d'une évaluation de la situation objective, du rapport de force et de l'issue des efforts produits dans notre campagne (la position du PCF) avant de savoir si on refuse toute idée de fusion ou si on engage des discussions dans le respect de nos engagements anti-austérité et du programme qui a obtenu la confiance de nos électeurs, d'autres voulant qu'on exclut par avance toute possibilité d'appel à voter pour le PS, un parti qui gouverne le pays à droite, c'est clair pour tout le monde, si nous n'étions pas présents au second tour ou de rassemblement pour faire barrage à la droite.

Beaucoup sont aussi intervenus, au PCF notamment, pour dire qu'il ne fallait pas mettre la charrue avant les bœufs et que les citoyens étaient avant tout intéressés par un discours et des pratiques de proposition et de lutte plus que par des questions stratégiques ou la question du second tour, et que de toute façon il y avait un premier tour très important à jouer d'abord où nous aurons l'ambition d'être en tête et surtout de faire une belle campagne à partir de la réalité des attentes et des besoins non satisfaits de la population pour continuer à faire progresser l'idée que oui, on peut changer la donne si le peuple s'en mêle.

D'autres au PCF comme Elsa Lafaye, la jeune militante de Fougères, candidate aux dernières départementales, ont rappelé que le Front de Gauche devait être offensif, ambitieux, se situer dans un état d'esprit de conquête et avoir envie de changer les choses dans les instances.

A Ensemble et chez un certain nombre de représentants de collectifs citoyens, même s'il y avait l'idée qu'il serait incohérent et contre-productif de fusionner si la question se posait avec la liste du PS au second tour, il y avait aussi l'idée qu'il ne fallait pas poser de préalable pour s'unir et partir en campagne avec un Front de Gauche rassemblé car ce qui comptera d'abord et avant tout, c'est la qualité de notre campagne et de notre score du premier tour, la mobilisation des citoyens sur des objectifs partagés de transformation sociale, démocratique et écologique et la relance du Front de Gauche. C'est finalement cette position qui a prévalu l'après-midi, les propositions faites par Denis Kermen ayant été validées par l'assemblée à une très large majorité:

- continuer à construire le programme en ateliers avec une large participation des militants du Front de Gauche des collectifs ou assemblées citoyennes locales et des membres des composantes
- ne pas anticiper sur le second tour avant le résultat du 1er tour et déterminer démocratiquement notre position dans les composantes et les collectifs de campagne après le 1er tour en laissant leur liberté de conscience et de positionnement aux candidats.

Le temps de construction de nos propositions en ateliers entre 12h et 14h30 a été très riche, et les restitutions par les rapporteurs très stimulantes. A 16h, nous avons déjà commencé à identifier les grandes lignes de notre projet présenté aux Bretons. Sans être exhaustif, voilà des éléments sur ce qui s'est dit:

- Porter la colère et le besoin d'un mieux vivre des 9% de chômeurs bretons, des précaires, des pauvres dont le nombre grandit en Bretagne, particulièrement dans certaines régions sur un axe Guingamp-Lorient et dans le centre-Bretagne où le décrochage économique et la perte des emplois sont très prononcés (20% de taux de pauvreté à Rostronen, à Guingamp). Dénoncer les choix économiques qui creusent les inégalités et augmente la pauvreté et la précarité en Bretagne: depuis 2 ou 3 ans, c'est 40% de fréquentation en plus chaque année au secours populaire dans plusieurs villes. Lutter contre les logiques de désertification et de précarisation de la Bretagne intérieure et des petites et moyennes communes par une politique d'aménagement du territoire, de défense des services publics.

- Ne pas nous poser en simples gestionnaires de l'état des choses et des compétences laissées aux Régions dans un environnement de contraintes créé par le libéralisme au pouvoir en Europe et en France mais situer nos propositions dans le cadre d'une transformation sociale émancipatrice et du refus de collaborer avec les orientations libérales de l'Europe et du gouvernement. Nous devons mettre l'enjeu des Régionales en lien avec la remise en cause de la démocratie par un libéralisme et un capitalisme de plus en plus autoritaire au niveau mondial, européen, et français. La question de l'affection et du partage des richesses, la question de l'égalité, des droits et des territoires, sont centrales. Face au ministre de la Guerre, VRP de Dassault et d'autres marchands d'armes, qu'est Jean-Yves Le Drian nous porterons aussi le projet d'une Bretagne délivrée du nucléaire militaire, de la course aux armements, engagée dans des logiques de paix, de coopération et de solidarité internationale.

- Dénoncer la réforme territoriale parfaitement anti-démocratique et néo-libérale dans ses inspirations que porte le PS, la dévitalisation des communes, les logiques de construction d'un territoire de mise en concurrence avec la métropolisation, la création des 13 nouvelles grandes régions, véritables monstres technocratiques même si la Bretagne a conservé ses limites anciennes, avec la question du rattachement de la Loire-Atlantique qui devrait faire l'objet d'une consultation citoyenne.

- Continuer à informer sur les répercussions de la politique d'austérité, des orientations européennes, et du Traité Grand Marché Transatlantique sur la casse des services publics et des outils d'égalité et de solidarité, l'écologie et la santé publique. Ne pas nous en tenir au cadre des compétences et des moyens actuels des régions pour faire nos propositions.

- Présenter nos propositions en positif en valorisant une Bretagne que nous voulons terre rebelle, d'expérimentation sociale et démocratique.

- Porter l'exigence de restriction du cumul des mandats, de participation des citoyens en co-élaboration des politiques régionales dans des conseils participatifs, de création d'un statut de l'élu qui permette de rompre avec les logiques de professionnalisation et de carriérisme, de vraie consultation des habitants, de défense des services publics en milieu rural et des communes.

- Dans le domaine du développement économique, soutenir les potentialités nouvelles d'une économie maritime, notamment en termes de réindustrialisation (déconstruction navale, EMR). Imposer une vraie conditionnalité sociale et écologique des aides aux entreprises. Faire du bilan carbone un critère de choix dans les appels d'offre. Réfléchir à l'opportunité de la mise en place d'un pôle financier public régional.

- Au niveau des transports et de l'énergie, défendre l'abandon du Projet de Notre-Dame-des Landes, et la remise en débat du projet de Centrale à Gaz de Landivisiau contre laquelle les collectifs Front de Gauche du Finistère militent. Défendre une reprise en gestion publique des aéroports du Grand Ouest, aujourd'hui gérés par Vinci. Défendre le maintien des gares de proximité (Concarneau), la desserte de Fougères par le train (qui pourrait aussi dynamiser l'axe ferroviaire Rennes-Caen en rendant les trajets moins longs), l'amélioration et la meilleure exploitation de certaines lignes ferroviaires par des investissements pour les moderniser (Quimper- Brest, Morlaix-Roscoff, par exemple). Le tout TGV ou LGV n'est pas une solution: il faut aussi penser au développement du fret, et à son contrôle public (aujourd'hui, il y a beaucoup de trains de marchandises privés anglais qui circulent en Bretagne), aux trajets de proximité entre les villes bretonnes, à la défense de la ligne Quimper-Bordeaux. Défendre aussi l'investissement dans le cabotage, le fret maritime. Penser aussi autrement que par le prisme de l'accompagnement des mobilités: les Bretons doivent pouvoir vivre et travailler au pays, ce qui suppose de défendre l'originalité de la Bretagne, son réseau de petites et moyennes villes, contre les logiques de concentration des investissements et de l'emploi dans les métropoles et les logiques d'abandon des services publics locaux "non rentables"... On ne peut différencier la problématique des transports ou du développement économique des territoires. Faire en sorte que les pôles métropolitains (Rennes, Nantes, et dans une moindre mesure Brest) ne cannibalisent pas le développement de la région. Soutenir résolument l'aide à la rénovation thermique des logements, aux économies de consommation d'énergie et d'électricité. Réclamer le retour en maîtrise publique de l'énergie en étant vigilant notamment sur l'exploitation commerciale des éoliennes, dont beaucoup sont gérées par Total.

- Dans le domaine de l'école, de la formation initiale, de l'apprentissage (46% du budget), priorité au public. Le Conseil Régional ne peut plus rester à une idée qu'il faut maintenir un statut quo 60% Public 40% Privé dans les établissements scolaires bretons et refuser de développer des établissements ou filières dans le Public si l'équivalent existe dans le privé dans le même secteur. Il doit assurer la Gratuité des Manuels scolaires, et des chèques livres pour des achats périphériques liés à la scolarité. Il doit veiller aussi à favoriser les organismes de formation professionnelle publics.

- le Conseil Régional doit jouer un rôle de contre-pouvoir démocratique face à l'ARS pour défendre les hôpitaux de proximité. Il doit contribuer à lutter contre les déserts médicaux, à alerter sur la situation très tendue et bientôt dramatique de l'aide aux personnes âgées en perte d'autonomie et de leur accueil en structures: manque de moyens, d'adaptation de la société au vieillissement,

- La culture en Bretagne, 3% du budget du conseil général, doit être soutenue dans sa diversité avec volontarisme, avec plusieurs lignes directrices: 1/ co-développement culturel sur le mode de l'éducation populaire 2/ refus que la culture soit une économie comme une autre, même si c'est un pôle d'activité et d'emploi important, aussi, refus de la culture marchandisée 3/ reconnaissance et soutien aux créateurs, aux intermittents. 4/Maintenir le soutien à la langue et à la culture bretonne et gallo

- sur le plan de l'agriculture, s'adresser aussi bien au monde agricole et au secteur agro-alimentaire (56000 salariés en Bretagne) qu'aux consommateurs et à la population. Inverser le processus de concentration dans le monde agricole, lutter contre la disparition des petites exploitations et la course au gigantisme. Changer le fonctionnement des SAFER. Affirmer la nécessité d'une juste rémunération du travail agricole à travers un interventionnisme d'Etat par le biais de conférences annuelles sur les prix, de coefficients multiplicateurs, d'un encadrement des marges de la grande distribution. Relocaliser, développer les circuits courts, renouer avec la nature et la production végétale (ne pas oublier que 50% de la production en bio consommée en France vient de Bretagne). Ne pas continuer à injecter des millions d'euros dans la défense d'un modèle centrée sur le bas coût et l'export pour la volaille et le porc. Aller vers une agriculture de transition écologique prenant en compte la lutte contre les algues vertes, mais aussi et surtout l'obligation de nourrir la planète, l'Europe, la France, la région. Se battre contre les logiques de mises en concurrence des producteurs, de dumping social et d'alignement sur le bas coût.

Gérard Peron, l'ancien maire communiste d'Hennebont, tête de liste du Front Breton de Gauche en 2010 aux Régionales, a fait particulièrement apprécié et applaudi en forme de retour sur expérience.

A la fin de la réunion, entre 16h et 17h30, nous avons entériné le fait que les composantes du Front de Gauche partiraient unies dans la campagne, en espérant aboutir à un accord programmatique sérieux avec les Verts pour faire liste commune.

Les listes seront constituées en impliquant largement des citoyens non adhérents à un parti politique, ceux des collectifs FDG mais aussi ceux avec qui nous partageons des combats - élus locaux, militants associatifs, syndicalistes, personnalités reconnues - mais qui ne travaillent pas dans le Front de Gauche tout en partageant notre volonté de faire bouger les choses.

Le programme sera construit aussi en assemblée citoyenne et ateliers participatifs impliquant tous ceux qui le souhaitent. Un rendez-vous du programme sous la forme d'une AG départementale du Front de Gauche est déjà fixé à Berrien dans le Finistère le dimanche 20 septembre.

Une équipe de campagne pluraliste, avec des membres de toutes les composantes, sera constituée.

Une réflexion aura lieu d'ici septembre sur le mode de décision à adopter pour organiser la consultation de nos militants (des organisations politiques et des collectifs de campagne) dans l'entre-deux tours, sachant que nous visons la présence au second tour.

Nous entrons en campagne dès la semaine prochaine avec nos deux têtes de tête pour le Front de Gauche, Xavier Compain et Sylvie Larue, qui ont déjà eu l'occasion de participer ensemble à la campagne des européennes du Front de Gauche avec Myriam Martin il y a un an.

Les listes à parité seront composées dans les départements en tenant compte de la possibilité d'accord ou non avec EELV, Nouvelle Donne, les ex-socialistes en rupture avec la politique de leur parti et du gouvernement, dans chaque département suivant plusieurs critères indiquées par Joël Gallais, secrétaire départemental du PCF Morbihan:

- diversité sociale et professionnelle

- représentation des différentes composantes et des citoyens non encartés qui militent avec le Front de Gauche

- présence de nos alliés

- affirmation dans nos candidatures de personnalités emblématiques des luttes que nous soutenons

- âge, rajeunissement

Pour finir, sur la base de cette volonté de lancer la campagne d'un Front de Gauche rassemblé en Bretagne, nous avons élus nos deux têtes de liste: Xavier Compain et Sylvie Larue.

**Compte rendu partiel par Ismaël Dupont**